



### EDITO

PAR ELISA MARTIN,  
COPRÉSIDENTE DU GROUPE

### A PROPOS DE LA RÉFORME TERRITORIALE : CHRONIQUE D'UN RENONCEMENT ANNONCÉ

Dès les conclusions de la loi portant sur la réforme territoriale, la gauche s'est insurgée, à juste titre, contre ce projet imposé sans concertation avec les élus locaux et les citoyens. A juste titre car l'étouffement financier des collectivités locales ne visent qu'à réduire leur champ d'intervention et le développement des services publics locaux afin de laisser plus d'espace aux marchands qui y voient une source de profits. Mais aussi parce que le développement de l'intercommunalité n'est pas fondé sur des périmètres de solidarité et des projets partagés. Les découpages seront imposés par les préfets dans une logique d'addition du nombre d'habitants et non de mise en œuvre de l'intérêt général. Pourtant l'organisation de la puissance publique ne peut pas viser un autre objectif que celui-ci. Enfin ces élus intercommunaux seront désignés au moment des élections municipales, ainsi il n'y aura pas de débats contradictoires entre des projets intercommunaux alternatifs quelques soient les pouvoirs et compétences de ces nouvelles intercommunalités. Ainsi les vœux, motions, pétitions et réunions publiques se sont multipliés pour dénoncer les méfaits de cette loi. Le Front de Gauche a d'ailleurs pris toute sa place dans cette bataille.

Les commissions de coopérations intercommunales départementales se mettent en place sous l'égide des préfets. Il faut aller vite, très vite, c'est Sarkozy qui l'a dit. Alors qu'on pouvait attendre de la part des élus locaux de gauche des actes de résistance. Les partis de gauche se sont engagés à revenir sur cette loi en cas de victoire en 2012. Cela n'est pas ce que l'on constate. Un exemple celui de Grenoble : c'est décidé, il faut transformer la communauté d'agglomération en communauté urbaine. Pourquoi ? Allez savoir ! Aucun débat sur le projet d'intérêt général qui pourrait être porté. Aucune consultation des citoyens de la part d'élus qui n'ont pas mandat pour prendre une telle décision. A coup sûr les moyens supplémentaires dont sera dotée cette CU ne couvriront même pas le coût des transferts de la gestion des voiries, alors pour le reste.... Il n'y aucune garantie sur l'équilibre politique et donc le projet porté. Enfin cette logique quelque peu autoritaire et « phagocitante » empêche tout débat serein pour amorcer de nouvelles coopération intercommunales afin de faciliter la vie de tous à l'échelle de bassin de vie à taille humaine. Nous ne pouvons soutenir une telle démarche.

Au fait connaissez-vous la fin de la fable de la Fontaine "La grenouille qui se veut faire aussi grosse que le bœuf" ? Si vous ne la connaissez pas, je peux vous dire qu'elle n'est pas très heureuse.



### Sommaire :

-Edito.....	p.1
-Actu.....	p.2
-Energie.....	p.3
-Interview.....	p.6

### Contact :

Groupe Front de Gauche,  
Ensemble, Communistes, Parti de  
Gauche, Gauche Unitaire et  
Partenaires

Région Rhône-Alpes

78 route de Paris BP 19, 69751

Charbonnières les Bains

Tel : 04 72 59 40 79

Fax : 04 72 59 44 67

Site Internet:

[www.frontdegauche-rhonealpes.fr](http://www.frontdegauche-rhonealpes.fr)

E-mail : [vguillot@rhonealpes.fr](mailto:vguillot@rhonealpes.fr)

VISITEZ NOTRE  
NOUVEAU  
SITE  
INTERNET\*

[www.frontdegauche-rhonealpes.fr](http://www.frontdegauche-rhonealpes.fr)

\*peut rencontrer des difficultés  
momentanées sur Internet Explorer 7,  
privilégiez un autre navigateur

## SERVICES PUBLICS

### NOS BUREAUX DE POSTE EN DANGER, TOUS MOBILISÉS !

PAR FRANÇOIS AUGUSTE,



Les bureaux de Poste en milieu ruraux disparaissent progressivement. Nos campagnes sont désertées de tout service public au grand dam des populations. Les agglomérations ne sont pas épargnées. A Saint-Martin le Vinoux, un projet prévoit de réduire les horaires en fermant le bureau tous les matins. Cette annonce a provoqué l'inquiétude du maire, des élus et des usagers. De même un collectif citoyen très actif, composé des syndicalistes, usagers et élus se bat pour

empêcher cette décision d'aboutir. La mobilisation importante des usagers pour le maintien de l'ouverture (2000 signataires de la pétition) montre à l'évidence leur sensibilisation à ce problème et la nécessité d'en tenir compte. J'ai donc adressé un courrier à la directrice de la Poste afin d'attirer son attention sur l'importance de recevoir une délégation d'usagers et d'élus concernés, notamment ceux de Saint-Martin le Vinoux, de Saint-Egrève et du Fontanil. Suite à cela j'ai été reçu par son adjoint et obtenu que la décision soit reportée tant que la position du maire et du conseil n'avait pas été précisée. Depuis, le maire s'est adressé à la directrice pour réaffirmer son refus de voir le service public se dégrader et poser des conditions pour maintenir en activité ce bureau.

## MANIFESTATION

### RASSEMBLEMENT ANNUEL DES GLIÈRES

PAR GILLES RAVACHE,

Pour sa cinquième édition le rassemblement des "Résistants d'hier et d'aujourd'hui" au plateau des Glières (Haute-Savoie) a réuni plus de cinq mille personnes dimanche. Malgré le mauvais temps, les chutes de neige, ils sont venus de tout le département, toute la région et même de toute la France. On notait la très forte présence communiste et Front de gauche, parmi lesquels de nombreux élus, dont François Auguste, Antoine Fatiga, Gilles Ravache, élus du groupe Front de gauche au Conseil régional.

Le rassemblement était précédé, samedi, par

une journée de débats, conférences, projections de film, qui ont réuni plus de deux mille participants.

Sous toutes les formes s'est exprimée une farouche volonté de changer la société.



## EN COULISSES

### LEVÉE DE L'IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE DE BRUNO GOLLNISCH

PAR DANIELLE LEBAIL,



C'est avec satisfaction que j'ai appris que le Parlement européen avait – à un large majorité – voté la levée de l'immunité parlementaire de Bruno Gollnisch. L'élu Front National à la Région

Rhône-Alpes va pouvoir être entendu par la justice dans le cadre des plaintes déposées par des associations de défense des droits de l'Homme, pour incitation à la haine raciale.

Bien que l'homme, comme son parti, soit coutumier du fait, la société ne doit pas relâcher sa pression contre les idées qui empoisonnent la vie sociale. Les idées racistes ne se débattent pas : elles se combattent. Elles constituent un délit que la loi de la République sanctionne.

Ceux qui les profèrent sont donc des délinquants.

## HYPOCRISIE ET ENFUMAGE : DÉCRYPTAGE SIMPLE ET RAPIDE DE LA LOI SUR LES GAZ DE SCHISTE

**PAR CORINNE MOREL-  
DARLEUX,**



En complément du communiqué du collectif drômois, quelques mots sur l'adoption de la loi sur les gaz de schiste à l'Assemblée nationale mercredi... Brièvement, et simplement, pour que chacun-e y trouve des arguments simples et éclairants. En 8 points :

1. D'abord, il est toujours utile de rappeler que pour qu'une loi soit appliquée, il faut un décret d'application...

2. Ensuite, la loi votée, contrairement à ce qui a été prétendu, n'abroge aucun permis. Elle demande simplement aux industriels de dire si ils font appel à la technique dite de "fracturation hydraulique" dans les deux mois. Il leur suffira de parler de "stimulation hydraulique", et le tour est joué. Cet article est d'une hypocrisie totale : il n'existe pas d'autre technique aujourd'hui pour libérer les gaz contenus dans la roche.

3. Elle n'interdit pas non plus les forages off shore, en Méditerranée ou en Guyane.

4. Par ailleurs, le débat public demandé a été retiré du texte de loi, on aura juste droit à un rapport annuel. Les rapports, merci, on connaît. C'est pas ça qu'on demande, on ne veut pas qu'on nous donne des infos après coup, mais qu'on nous demande notre avis avant !

(au passage, attention à ne pas nous laisser coincer sur les termes, voir la confusion savamment entretenue un temps entre exploration et exploitation : le nouveau Code Minier indique une phase d'exploration possible pendant 5 ans renouvelable 2 fois, soit 15 ans pendant lesquels le gaz extrait peut être commercialisé !)

Et surtout, la loi cherche à ne focaliser que sur la technique de fracturation hydraulique : mais quand bien même on imaginerait (un fantasme) de la fracturation hydraulique sans produits chimiques, sans haute pression qui provoque des secousses sismiques, sans risque de remontées des éléments radioactifs contenus dans le sous sol...

5. Restent les allers retours de camions pour acheminer de quoi forer puis réacheminer le gaz extrait.

6. Reste la ponction en eau, des volumes très importants, alors qu'on s'appête à vivre une année de sécheresse très dure.

7. Reste que le gaz extrait est destiné à être brûlé, ce qui émet du CO<sub>2</sub>, et que l'extraction dégage du méthane, un gaz à effet de serre 20 fois plus puissant que le CO<sub>2</sub>.

8. Reste que si on décide d'exploiter les gisements, on peut dire adieu à toute politique volontariste en matière de transition énergétique : pourquoi investir massivement dans les réductions de consommation, l'efficacité énergétique, la rénovation thermique des bâtiments, et les renouvelables alors que les multinationales capitalistes nous fourniront du gaz en veux tu en voilà ?!

... Donc, plus que jamais, le combat continue !

Dans les collectivités et surtout par la mobilisation populaire. Mercredi soir à Crest (la ville d'Hervé Mariton, Député - Maire UMP qui s'est courageusement abstenu), on était 120 dans la salle pour visionner Gasland et débattre. C'est bien, ce n'est qu'un début.

La mobilisation a mis le ouaille au gouvernement, on l'a vu. Alors on lâche rien, on continue !



## A venir

*Commissions permanentes*

Jeudi 19 mai et Vendredi 20 mai

*Assemblée plénière*

Jeudi 26 mai et vendredi 27 mai

**Ordre du jour prévisionnel:**

Pass contraception

Lycées privés

Laïcité

Coopération internationale

SRESRI

## Dans les luttes

### 3 QUESTIONS À :

Elisabeth Gagneur,  
Présidente de l'association

>En quoi consiste l'association CLASSES ((Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et au Soutien des Enfants des Squats))?

C.L.A.S.S.E.S. regroupe des personnes décidées à faciliter l'accès à la scolarisation des enfants vivant dans des bidonvilles, des squats collectifs ou tout autre type d'hébergement temporaire. En effet au niveau du Grand Lyon, de nombreuses familles d'origine étrangère, aujourd'hui principalement des Roumains de culture rom, vivent dans la précarité, et les enfants de ces familles rencontrent de grandes difficultés pour bénéficier du droit à la scolarité.

Le souci quotidien de la survie, les expulsions à répétition, rendent la scolarisation très difficile. L'association accompagne les familles dans leurs démarches d'inscription et soutient ensuite les enfants scolarisés. Elle s'efforce de mettre en place un référent bénévole dans chaque établissement scolaire concerné par l'accueil de ces enfants. Ce référent accompagne les familles dans leurs démarches administratives. Il facilite les liens entre l'école, les parents, les enfants.

C.L.A.S.S.E.S ne reçoit aucune subvention ; elle fait appel au soutien financier des sympathisants pour apporter une aide au transport, lorsque c'est nécessaire pour permettre aux enfants d'aller à l'école. Nous pouvons fournir aux enseignants et aux parents d'élèves de l'école des informations sur les conditions de vie des familles et sur leur culture, et aussi leur permettre d'échanger sur leurs pratiques avec ces enfants. Enfin, le collectif participe, aussi bien localement que nationalement aux luttes pour le respect des droits de ces personnes.

>Quel enjeu la scolarisation représente pour ces jeunes?

La scolarisation est essentielle pour ces enfants et ces jeunes, comme pour tous les enfants ! Comment

## AGENDA DES MANIFS

MARDI 31 MAI

**AUGMENTEZ LES SALAIRES!**

JOURNEE NATIONALE DE GREVE ET MOBILISATION

LES SALAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE SONT GELÉS POUR UNE ANNÉE SUPPLEMENTAIRE PAR LE BLOCAGE DE LA VALEUR DU POINT D'INDICE.

LA SITUATION SALARIALE DANS LA FONCTION PUBLIQUE ATTEINT UN NIVEAU INEGALE DE DEGRADATION.

LES ORGANISATIONS SYNDICALES DE LA FONCTION PUBLIQUE CGT CFDT FO FSU UNSA SOLIDAIRES CFTC ET CGC APPELLENT A UNE MANIFESTATION



*c.l.a.s.s.e.s.*



imaginer un enfant

de chez nous qui n'irait pas à l'école ou ne serait pas instruit dans sa famille ? Pour les enfants roms c'est encore plus important car autrement ils ne parlent que leur langue maternelle, n'apprennent aucune langue écrite leurs parents n'étant pas non plus allés à l'école, ils se socialisent uniquement au sein de leur groupe familial et ne pratiquent pas les règles de vie en société du pays où ils vivent. Sans école, ils sont néanmoins éduqués car il y a une vraie transmission au sein de la famille, mais il leur manque les clés pour vivre dans notre société.

>Qu'attendez-vous des collectivités locales et des élus?

Nous attendons des collectivités locales, et de l'Etat, qu'ils trouvent ensemble des solutions à la question du logement de ces familles. Sans un minimum de stabilité du lieu de vie, la scolarisation est au mieux chaotique, et l'accompagnement des familles dans la durée, mission impossible.

Nous demandons que les enfants soient tous accueillis sans condition et rapidement, à l'école, et surtout au collège où, souvent, il n'y a pas de place pour des enfants qui ne parlent pas le français et qui ne savent ni lire, ni écrire.

Nous attendons que les départements, dans le cadre de la protection de l'enfance, apportent des aides financières indispensables pour que tous les enfants aillent à l'école plutôt que d'être contraints à faire la manche pour manger.

Si vous souhaitez en savoir plus, si vous connaissez des familles roms isolées, vous pouvez nous contacter en écrivant à [classes69@gmail.com](mailto:classes69@gmail.com)